

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que la taxe carbone **est un bon moyen** pour le Canada de faire face aux changements climatiques.

Des effets observables

La taxe carbone est une politique qui doit voir ses effets se réaliser à long terme : changer les habitudes de vie prend du temps. [Des données du gouvernement](#) indiquent que la tarification du carbone a contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 millions de tonnes en 2023, et suggèrent que la taxe carbone permettra de réduire les émissions de 12% par an d'ici 2030.

Une approche réaliste

Alors que certaines personnes estiment que la taxe carbone ne va pas assez loin pour avoir de réels impacts, d'autres sont d'avis qu'elle permet au moins d'avancer dans la bonne direction. La taxe carbone est une politique déjà hautement controversée : une politique plus contraignante n'aurait peut-être même pas pu être adoptée.

Un impact somme toute limité sur la population

Plusieurs personnes estiment que lutter contre la crise climatique aura indéniablement des répercussions sur la population. Bien que les paiements de la Remise canadienne sur le carbone ne soient « que » versés quatre fois par an, ils permettent quand même de limiter l'impact de la taxe carbone sur les particuliers. D'ailleurs, [des études](#) montrent que l'impact de la taxe carbone sur la hausse du coût de la vie est négligeable.

La crise climatique exige des sacrifices

Même si la taxe carbone a un certain impact sur les ménages canadiens et sur l'économie du pays, plusieurs personnes estiment que les coûts de la crise climatique seront bien plus élevés si l'on ne fait rien. Elles avancent aussi que peu importe la stratégie employée, s'attaquer aux changements climatiques aura un impact économique : protéger l'environnement est à bien des égards incompatible avec nos modes de production actuels.

Un outil commercial

Si certains pays comme la Chine ou les États-Unis imposent des politiques climatiques peu ou pas contraignantes à leurs industries, d'autres pays - notamment ceux de l'Union européenne - souhaitent avancer dans la direction opposée. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, par exemple, vise à fixer un prix au carbone émis lors de la production de certains biens qui entrent dans l'Union européenne. Dans un contexte où le Canada cherche à diversifier ses partenaires commerciaux, certaines personnes estiment qu'il a tout intérêt à conserver un système de tarification du carbone qui peut l'aider à pénétrer d'autres marchés.

Pour en savoir plus

- [La Presse | Une taxe carbone 10 fois plus élevée en 2030, recommande un groupe de recherche](#)
- [Radio-Canada | Tarification carbone : 165 professeurs d'économie canadiens plaident en sa faveur](#)